



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 8 juin 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, premier trimestre de 2006	2
La productivité du travail dans le secteur des entreprises canadiennes s'est accrue de 0,5 % entre janvier et mars, soit un rythme de croissance similaire à la moyenne trimestrielle enregistrée au cours de l'année 2005. Parallèlement, les coûts unitaires de main-d'oeuvre, une mesure clé des pressions inflationnistes sur les salaires, ont ralenti pour la première fois en plus d'un an.	
Étude : Répartition de la criminalité sur l'île de Montréal, 2001	6
La criminalité ne se produit pas au hasard dans les villes, mais est liée à des facteurs démographiques, socioéconomiques et de l'utilisation du terrain, selon une nouvelle étude qui analyse le lien entre la criminalité et l'utilisation du territoire à Montréal.	
Indice des prix des logements neufs, avril 2006	8
Étude : Le statut socioéconomique et les cancers infantiles autres que la leucémie, 1985 à 2001	9
Ventes de carburant pour véhicules automobiles, 2005	10
Production d'oeufs et de volaille, avril 2006	11
Nouveaux produits	12



Communiqués

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

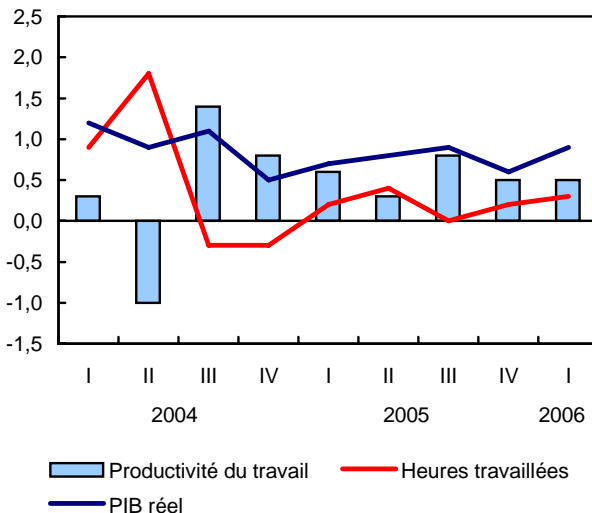
Premier trimestre de 2006

La productivité du travail dans le secteur des entreprises canadiennes s'est accrue de 0,5 % entre janvier et mars, soit un rythme de croissance similaire à la moyenne trimestrielle enregistrée au cours de l'année 2005.

Parallèlement, les coûts unitaires de main-d'oeuvre, une mesure clé des pressions inflationnistes sur les salaires, ont ralenti pour la première fois en plus d'un an. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre dans les entreprises ont augmenté de seulement 0,3 % au cours du premier trimestre de 2006, comparativement à la croissance de 1,1 % affichée au trimestre précédent. Il s'agissait du taux de croissance le plus lent depuis le troisième trimestre de 2004.

La croissance de la productivité se poursuit au même rythme qu'en 2005

Variation trimestrielle en %



La hausse de 0,5 % de la productivité provenait d'un rythme de croissance trois fois plus rapide de la production que celui observé pour les heures travaillées. Le rythme de croissance de la productivité était équivalent à la hausse trimestrielle moyenne des quatre trimestres de 2005.

Note aux lecteurs

Dans le présent communiqué, les données détaillées sur la croissance de la productivité et d'autres variables connexes ont fait l'objet d'une analyse sommaire. Une analyse plus détaillée, incluant des graphiques et des tableaux additionnels, est présentée dans la publication Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens. Cette publication électronique offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises et ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), ainsi que pour le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles du secteur industriel sont disponibles seulement à partir du premier trimestre de 1997.

Le terme « productivité » réfère à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour obtenir plus de renseignements sur le programme de productivité, consultez le nouveau module du Système des comptes économiques nationaux, accessible à partir de la page d'accueil de notre site Web. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique portant sur les estimations trimestrielles de la productivité en communiquant avec un agent de diffusion (productivite.mesures@statcan.ca).

Révisions

Pour la présente diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2002 afin d'incorporer les révisions de 2002 à 2005 des Comptes économiques et financiers nationaux diffusées le 31 mai. Cette dernière diffusion avait entraîné des révisions de la productivité du travail au niveau agrégé et de la rémunération horaire et du coût unitaire de main-d'oeuvre au niveau industriel et agrégé, en raison des données révisées du revenu du travail par industrie.

La productivité du travail, telle que mesurée par le produit intérieur brut (PIB) réel par heure travaillée, est importante car elle influe directement sur le niveau de vie de la population à long terme. Le coût unitaire de main-d'oeuvre représente le coût des salaires et des avantages sociaux des travailleurs par unité de production.

Depuis le troisième trimestre de 2004, la croissance du PIB au Canada a dépassé celle des heures travaillées consacrées à cette production, ce qui a entraîné des progressions de productivité au cours des sept derniers trimestres. La productivité dans les entreprises canadiennes s'est accrue en moyenne de 0,7 % par trimestre durant cette période.

Par ailleurs, la productivité du travail des entreprises américaines a augmenté de 1,0 % entre janvier et mars,

soit un rythme deux fois plus rapide qu'au Canada. Cet écart en faveur des États-Unis au cours du premier trimestre provenait surtout d'une croissance plus forte du PIB au sud de la frontière.

Sur l'ensemble de 2005, la productivité du travail au Canada a crû de 2,3 %, soit sa meilleure performance annuelle depuis 2000. Il s'agit d'un rythme de croissance légèrement inférieur à celui de 2,6 % observé aux États-Unis durant la même année, soit la croissance la plus lente enregistrée dans ce pays depuis 2001.

La croissance du PIB canadien et américain s'accélère, mais le rythme est moins prononcé ici

La croissance économique s'est accélérée au Canada et aux États-Unis, mais son rythme a été plus lent au Canada.

Bien que la tendance à la hausse des heures travaillées au Canada et aux États-Unis se soit maintenue au premier trimestre, le redressement net du PIB au sud de la frontière a permis aux entreprises américaines d'afficher de meilleures progressions de la productivité.

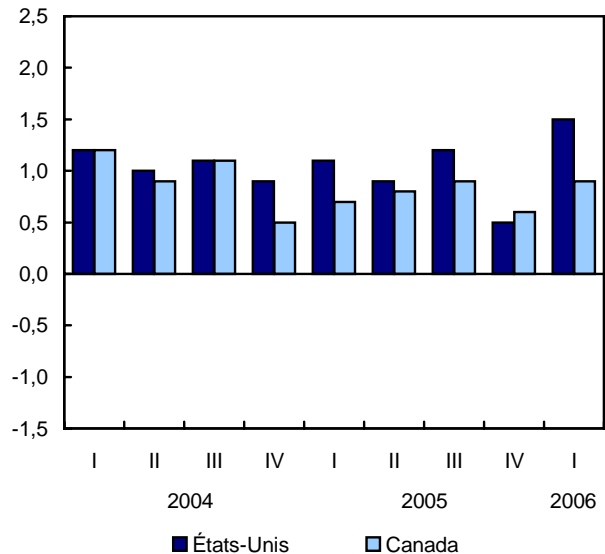
La productivité dans les entreprises américaines a rebondi au premier trimestre, après avoir stagné au quatrième trimestre de 2005. La progression de 1,0 % enregistrée au premier trimestre était le double de celle du Canada (+0,5 %). Au cours du dernier trimestre de 2005, la croissance de la productivité au Canada avait été supérieure à celle des États-Unis.

Au Canada, la croissance du PIB réel a atteint 0,9 % au premier trimestre de 2006, après avoir augmenté de 0,6 % au trimestre précédent. Il s'agit d'une augmentation semblable à la croissance moyenne de 0,8 % enregistrée au cours des quatre trimestres de 2005.

Au Canada, la vigueur de l'activité économique au premier trimestre provenait essentiellement des dépenses de consommation des ménages. En effet, les Canadiens ont beaucoup dépensé en biens durables, tels que les appareils ménagers, et en biens semi-durables, tels que les vêtements et les chaussures. La forte reprise de l'investissement en construction résidentielle a également contribué à la croissance économique.

La croissance du PIB s'accélère dans les deux pays

Variation trimestrielle en %



Du côté des entreprises américaines, le PIB réel a progressé de 1,5 % au premier trimestre de 2006, ce qui représentait une nette accélération par rapport à la progression affichée au trimestre précédent (+0,5 %). Il s'agit de la plus forte hausse trimestrielle du PIB américain depuis le troisième trimestre de 2003 (+2,3 %).

Pratiquement toutes les composantes du PIB américain qui avaient ralenti au quatrième trimestre de 2005 ont rebondi au premier trimestre. Les dépenses de consommation des ménages, qui ont fortement augmenté leurs achats de biens durables, se sont accrues de 1,3 % au premier trimestre après avoir progressé de seulement 0,2 % au quatrième trimestre de 2005.

Les heures travaillées dans les deux pays ont continué de progresser légèrement, quoiqu'un peu plus lentement au Canada.

Au Canada, la croissance de l'activité économique a été accompagnée d'un marché du travail assez stable. Les heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes ont crû de 0,3 % au premier trimestre, comparativement à la hausse de 0,2 % enregistrée au dernier trimestre de 2005. La progression du travail à temps partiel (+0,8 %) a nettement dépassé celle des emplois à temps plein (+0,3 %).

Après s'être accrues de 0,4 % au quatrième trimestre de 2005, les heures travaillées aux États-Unis ont augmenté de 0,6 % au premier trimestre, soit un rythme deux fois plus élevé que celui au Canada.

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadienne en dollars américains s'affaiblissent

Sans tenir compte du taux de change, les coûts unitaires de main-d'oeuvre au Canada et aux États-Unis ont grimpé au même rythme (+0,3 %) durant le premier trimestre. (Le coût unitaire de main-d'oeuvre représente le coût salarial et les avantages sociaux des travailleurs par unité de production économique.)

Au Canada, il s'agit d'un net ralentissement du coût de main-d'oeuvre par unité du PIB des entreprises canadiennes, celui-ci ayant crû de 1,1 % au quatrième trimestre de 2005.

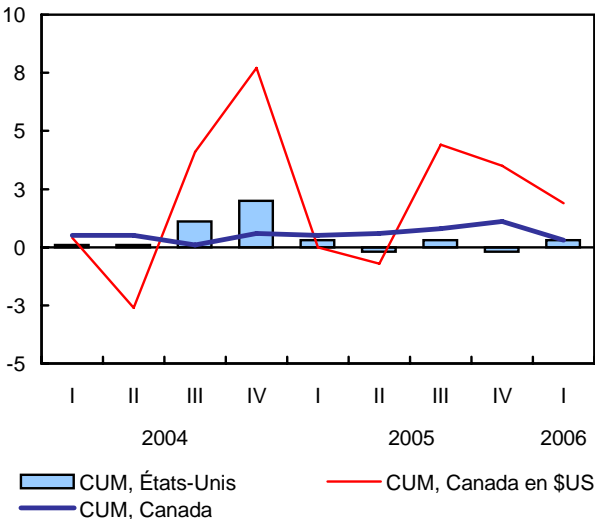
En revanche, pour les États-Unis, ce taux trimestriel représentait une légère accélération par rapport au trimestre précédent, lorsque le coût unitaire de main-d'oeuvre avait reculé de 0,2 %.

La croissance de la rémunération horaire au Canada a diminué de la moitié au cours du premier trimestre (+0,8 %). Celle-ci avait atteint un taux de 1,6 % au cours du dernier trimestre de 2005.

Par comparaison, le rythme de croissance de la rémunération horaire versée aux travailleurs du secteur des entreprises américaines est passé d'une baisse de 0,2 % au dernier trimestre de 2005 à une hausse de 1,3 % au premier trimestre de 2006.

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre (CUM) canadiens en \$US continuent de ralentir

Variation trimestrielle en %



Lorsque l'on tient compte du taux de change, la position devient davantage favorable aux entreprises américaines.

Après avoir plafonné au cours de la première moitié de 2005, le dollar canadien s'est apprécié au cours des trois derniers trimestres. L'appréciation de 1,5 % du dollar canadien face à la devise américaine au premier trimestre de 2006 a entraîné une hausse de 1,9 % du coût unitaire de main-d'oeuvre canadien exprimé en dollars américains au premier trimestre, comparativement à une augmentation moyenne de 4,0 % observée au cours des deux trimestres précédents.

Les révisions récentes des chiffres de productivité au Canada n'ont eu presque aucun impact sur l'écart Canada/États-Unis

Les données diffusées aujourd'hui comprennent les révisions annuelles du PIB au Canada pour la période de 2002 à 2005. Les révisions des données américaines devraient paraître en septembre prochain.

Dans l'ensemble, les révisions de 2002 à 2005 ont eu pour effet de diminuer le taux de croissance de la productivité du travail au Canada pour 2003 et de l'augmenter pour 2004 et 2005.

Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada		États-Unis
	Avant révision	Après révision	
	var. annuelle en %		
1981 à 2005	1,5	1,5	2,2
1981 à 2000	1,6	1,6	1,9
2000 à 2005	1,0	1,0	3,3
2002	1,4	1,4	4,0
2003	0,4	0,0	4,1
2004	0,0	0,4	3,5
2005	2,2	2,3	2,6

Note: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics (NEWS, Productivity and Costs), premier trimestre de 2006, qui a paru le 1^{er} juin.

Ces révisions ont eu tendance à s'annuler l'une par rapport à l'autre. L'ampleur de ces révisions n'a donc eu aucun effet sur l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis durant la période suivant l'année 2000.

En 2005, la productivité dans les entreprises canadiennes a été révisée légèrement à la hausse, passant de 2,2 % à 2,3 %. En tenant compte de cette révision, l'écart de croissance de productivité entre le Canada et les États-Unis s'est établi à seulement 0,3 point de pourcentage, soit l'écart le plus faible des cinq dernières années.

Entre 2000 et 2005, le taux de croissance annuel moyen de la productivité américaine a été de 3,3 %, soit un rythme plus de trois fois rapide que celui de 1,0 % enregistré au Canada. Au cours de la période allant

de 2000 à 2005, la croissance du PIB au Canada était en moyenne de 2,5 %, alors que celle des heures travaillées était de 1,4 %. Par comparaison, le PIB aux États-Unis a progressé en moyenne de 2,8 %, tandis que les heures travaillées ont décliné de 0,5 % durant la même période.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 383-0008 et 383-0012.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5042.

Pour obtenir une analyse plus détaillée de la parution d'aujourd'hui sur la productivité, de même que des graphiques et des tableaux additionnels, consultez le numéro du premier trimestre de 2006 de la *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens* (13-010-XIF, gratuite) qui est accessible sur notre site

Web. À partir de la page *Nos produits et services*, sous *Publications gratuites offertes sur Internet* choisissez *Comptes nationaux*.

Les données du deuxième trimestre sur la productivité du travail, la rémunération horaire et le coût unitaire de main-d'oeuvre seront diffusées le 13 septembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle (*productivite.mesures@statcan.ca*). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean-Pierre Maynard au (613) 951-3654 (*maynard@statcan.ca*), Division de l'analyse microéconomique. Télécopieur : (613) 951-3292.

Secteur des entreprises : productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis

	Premier trimestre de 2004	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006
var. en % d'un trimestre à l'autre, données désaisonnalisées									
Canada									
Productivité du travail	0,3	-1,0	1,4	0,8	0,6	0,3	0,8	0,5	0,5
PIB réel	1,2	0,9	1,1	0,5	0,7	0,8	0,9	0,6	0,9
Heures travaillées	0,9	1,8	-0,3	-0,3	0,2	0,4	0,0	0,2	0,3
Rémunération horaire	0,7	-0,5	1,4	1,3	1,2	0,9	1,7	1,6	0,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,5	0,5	0,1	0,6	0,5	0,6	0,8	1,1	0,3
Taux de change ¹	0,2	3,2	-3,9	-6,6	0,5	1,4	-3,3	-2,4	-1,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	0,4	-2,6	4,1	7,7	0,0	-0,7	4,4	3,5	1,9
États-Unis²									
Productivité du travail	0,9	0,9	0,4	0,7	0,8	0,3	1,3	0,0	1,0
PIB réel	1,2	1,0	1,1	0,9	1,1	0,9	1,2	0,5	1,5
Heures travaillées	0,3	0,1	0,7	0,3	0,2	0,7	0,0	0,4	0,6
Rémunération horaire	1,0	0,9	1,6	2,7	1,2	0,1	1,5	-0,2	1,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,1	0,1	1,1	2,0	0,3	-0,2	0,3	-0,2	0,3
	2001	2002	2003	2004	2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006
var. annuelle en %									
Canada									
Productivité du travail	1,1	1,4	0,0	0,3	2,3	3,1	2,5	2,2	2,1
PIB réel	1,6	3,1	1,4	3,3	3,0	3,0	2,8	3,0	3,2
Heures travaillées	0,5	1,6	1,3	3,1	0,6	0,1	0,3	0,8	0,9
Rémunération horaire	3,2	1,4	2,6	2,0	4,8	4,9	5,2	5,4	5,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,1	-0,1	2,6	1,8	2,3	1,8	2,6	3,1	2,8
Taux de change	4,3	1,3	-10,8	-7,1	-6,9	-8,6	-8,1	-4,0	-5,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-2,2	-1,4	15,2	9,5	9,9	11,3	11,7	7,3	9,3
États-Unis²									
Productivité du travail	2,5	4,0	4,1	3,5	2,6	2,2	3,0	2,4	2,5
PIB réel	0,3	1,5	3,4	4,8	4,0	4,1	4,2	3,7	4,2
Heures travaillées	-2,1	-2,4	-0,7	1,3	1,4	1,9	1,1	1,3	1,7
Rémunération horaire	4,2	3,5	4,0	4,7	5,1	5,7	5,6	2,6	2,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,6	-0,5	-0,1	1,2	2,4	3,4	2,5	0,2	0,3

1. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

2. Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics (NEWS, Productivity and costs), premier trimestre de 2006, publié le 1^{er} juin.

Étude : Répartition de la criminalité sur l'île de Montréal

2001

La criminalité ne se produit pas au hasard dans les villes, mais est liée à des facteurs démographiques, socioéconomiques et de l'utilisation du terrain, selon une nouvelle étude qui analyse les liens entre la criminalité et l'utilisation du territoire à Montréal.

L'étude révèle que les infractions criminelles perpétrées dans la deuxième région métropolitaine en importance au Canada affichent un profil légèrement différent de celles commises dans d'autres villes canadiennes.

Les infractions contre les biens perpétrées sur l'île de Montréal affichent une forte concentration dans les quartiers du centre-ville, tandis que les crimes avec violence se distribuent en plusieurs points chauds sur le territoire.

L'étude indique également que la vaste majorité des personnes inculpées de ces infractions habitaient sur l'île de Montréal. Les distances parcourues lors de la perpétration d'infractions étaient relativement courtes.

Trois facteurs clés semblent liés à la variation des taux de criminalité avec violence et contre les biens à l'échelon des quartiers : le faible revenu, la proportion de célibataires et l'utilisation du territoire à des fins commerciales.

Les résultats soulignent l'importance de cibler les besoins particuliers des quartiers et de tenir compte de la diversité des villes canadiennes dans le développement de stratégies pour combattre le crime.

L'approche analytique sert à déterminer, entre autres, comment les affaires criminelles déclarées par la police se répartissent entre les quartiers de la ville et si le taux de criminalité d'un quartier est lié à des facteurs propres à celui-ci. Ces facteurs comprennent le logement, l'utilisation du territoire et les caractéristiques démographiques et socioéconomiques. Ce rapport présente également la première analyse descriptive du trajet des personnes inculpées vers le lieu d'infraction sur le territoire de l'île de Montréal.

Il s'agit du deuxième rapport préparé par le Centre canadien de la statistique juridique consacré aux données sur la criminalité analysées à l'échelon du quartier au moyen d'une combinaison d'analyses statistiques et de techniques de cartographie élaborées à l'aide d'un système d'information géographique (SIG).

La criminalité n'est pas répartie de façon égale sur l'île

Les cartes produites à l'aide des données du SIG montrent que les affaires criminelles déclarées n'étaient

Note aux lecteurs

Il s'agit de la deuxième étude d'une série de Statistique Canada consacrée aux données sur la criminalité analysées à l'échelon du quartier, au moyen d'une combinaison d'analyses statistiques et de techniques de cartographie de la criminalité élaborées à l'aide d'un système d'information géographique (SIG).

L'étude, financée par le Centre national de prévention du crime du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile du Canada, est fondée sur de l'information démographique et socioéconomique du recensement, des données de zonage de la Communauté urbaine de Montréal et des données sur la criminalité déclarées par la police pour 2001, afin d'examiner les modèles de la criminalité dans les différents quartiers.

L'approche analytique sert à déterminer comment les actes criminels déclarés par la police se répartissent entre les quartiers de la ville et s'il est possible que le taux de criminalité d'un quartier donné soit lié à des facteurs propres à celui-ci, tels que les logements, l'utilisation du territoire, et les caractéristiques démographiques et socioéconomiques. Une analyse descriptive, réalisée à l'aide d'un SIG, de la distance parcourue par les personnes inculpées vers le lieu d'infraction est présentée pour la première fois dans le contexte montréalais.

La première étude, intitulée «Caractéristiques des quartiers et répartition de la criminalité à Winnipeg», a été diffusée dans Le Quotidien du 16 septembre 2004. Les résultats d'une troisième étude portant sur Regina seront diffusés plus tard au cours de 2006.

pas réparties de façon égale sur l'île de Montréal en 2001.

Les cartes révèlent une concentration d'infractions criminelles dans certains secteurs de l'île, comme le centre-ville. Dans d'autres secteurs, toutefois, les infractions criminelles sont relativement peu fréquentes.

Certaines des zones dans lesquelles peu d'infractions criminelles ont été perpétrées, telles que les terrains occupés par les industries pétrolières dans l'est de la ville, sont peu accessibles et même, dans certains cas, à accès contrôlé.

Les quartiers présentant les densités relatives les plus élevées de crimes avec violence se situent dans les zones du centre-ville, de Verdun, de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, de Montréal-Nord, de Rosemont-La-Petite-Patrie et de Villeray-St-Michel-Parc-Extension.

Les crimes contre les biens affichent une concentration accentuée et presque exclusive dans le centre-ville. Les points chauds à l'extérieur du centre-ville se situent notamment dans les grands centres commerciaux ainsi qu'à l'aéroport Pierre-Élliott-Trudeau.

La criminalité est concentrée dans un petit nombre de quartiers. En fait, environ 20 % des crimes avec violence déclarés en 2001 ont eu lieu dans 7 % des «secteurs de recensement» de l'île, qui correspondent à des quartiers de quelque 2 500 à 8 000 habitants.

Environ 20 % des crimes contre les biens déclarés ont eu lieu dans 4 % des secteurs de recensement.

Les personnes inculpées sont peu susceptibles de parcourir de grandes distances pour commettre une infraction

En tenant compte de l'emplacement des affaires criminelles et le lieu de résidence des inculpés, il est possible d'évaluer la distance parcourue par la personne inculpée.

L'étude montre que les personnes inculpées dans des affaires criminelles survenues en 2001 habitaient dans une très forte majorité sur l'île de Montréal.

Les distances parcourues par les personnes inculpées étaient relativement courtes et variaient en fonction du type d'infraction, de l'âge de l'inculpé et de sa relation avec la victime. Les personnes inculpées dans des affaires de violence provenaient d'un plus grand nombre de quartiers et présentaient une concentration moins importante que dans le cas des affaires contre les biens. Dans l'ensemble, les inculpés dans les affaires de violence voyageaient moins (0,9 km) que ceux dans les affaires de crimes contre les biens (4 km).

La distance médiane parcourue varie également selon l'étroitesse du lien qui unit l'inculpé et la victime. (La médiane représente le point où la moitié des inculpés parcourent une distance plus longue et l'autre moitié, une distance plus courte.) Les personnes inculpées qui connaissent leurs victimes voyagent peu, alors que celles qui ne connaissent pas leurs victimes parcourent une plus grande distance et convergent vers le centre-ville. Les inculpés les plus jeunes voyagent le plus dans le cas des affaires de violence et le moins dans le cas des crimes contre les biens.

Les personnes inculpées de voies de fait voyagent le moins, soit environ 0,4 km, alors que celles identifiées dans le cas de vols qualifiés parcourent la plus grande distance médiane de toutes les personnes inculpées d'infractions avec violence, soit plus de 3 km. En 2001, les inculpés d'introduction par effraction étaient ceux qui ont enregistré le trajet le plus court parmi toutes les personnes inculpées d'infractions contre les biens, soit de 3,3 km. Suivaient les trajets parcourus par les inculpés de vol de 5 000 \$ et moins ou de vol de plus de 5 000 \$ (4,4 km). Les trajets les plus longs étaient parcourus dans le cas des vols d'automobiles, soit plus de 6,5 km.

Ces résultats appuient ceux des recherches britanniques qui indiquent que la plupart des déplacements des délinquants sont relativement courts. En outre, le déplacement associé au crime est le résultat de possibilités se présentant au cours d'activités quotidiennes plutôt que d'être lié au projet de perpétrer une infraction.

La criminalité est plus présente dans les quartiers dont les résidents ont moins accès aux ressources socioéconomiques

Les résultats de cette étude révèlent plusieurs différences entre les caractéristiques des quartiers à criminalité élevée et celles des quartiers à faible criminalité. Ils suggèrent que la criminalité est plus présente dans les quartiers dont les résidents ont moins accès aux ressources socioéconomiques.

Ces quartiers sont caractérisés par une population plus défavorisée économiquement et une proportion moindre de personnes hautement scolarisées.

Ces quartiers sont également plus susceptibles de comprendre un plus grand nombre de célibataires, de familles monoparentales et de nouveaux immigrants. Ils affichent aussi une instabilité résidentielle accrue, un plus petit nombre de propriétaires-occupants et une plus forte proportion de la population consacrant plus de 30 % de son budget au logement.

En outre, une utilisation du territoire à vocation plus commerciale ou multifamiliale est également notée dans les quartiers où les taux de criminalité sont les plus élevés.

Néanmoins, il convient de noter qu'il s'agit de taux de criminalité mesurés à l'échelon du quartier et non de taux de délinquance attribuables aux résidents de ces quartiers. Par exemple, les infractions commises dans le secteur du centre-ville peuvent ne pas être commises par les résidents de ce quartier, mais par d'autres personnes qui convergent dans le secteur. Il faut donc éviter les erreurs de généralisation.

Lorsque tous les autres facteurs sont pris en compte, on constate qu'un nombre limité de facteurs est lié à la variation du taux de criminalité à l'échelon du quartier. L'ensemble des facteurs explicatifs observe une dynamique particulière selon qu'il s'agit de crimes avec violence ou de crimes contre les biens.

Toutefois, trois facteurs clés interviennent dans les deux types de criminalité : le faible revenu, la proportion de célibataires et l'utilisation du territoire à des fins commerciales.

Le rapport intitulé «Caractéristiques des quartiers et répartition de la criminalité sur l'île de Montréal», n° 7 (85-561-MIF2006007, gratuit), qui fait partie de la *Série de documents de recherche sur la criminalité et la justice*, est maintenant accessible sur notre site Web. À partir de la page *Nos produits et services*, sous *Publications gratuites offertes sur Internet* choisissez *Justice*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Indice des prix des logements neufs

Avril 2006

Le coût d'achat des maisons neuves a monté en flèche en avril. L'Indice des prix des logements neufs a augmenté de 1,2 % par rapport au mois précédent pour atteindre 138,2 (1997=100). Il s'agit de la plus forte progression d'un mois à l'autre à l'échelle nationale depuis avril 1989. Comparativement à l'an dernier, le prix de vente des entrepreneurs a crû de 8,2 %.

Les prix ont progressé dans 14 des 21 régions métropolitaines visées par l'enquête. Encore une fois, Calgary a été le chef de file, affichant une hausse mensuelle de 4,7 %. Edmonton (+3,9 %), Regina (+1,2 %), Montréal (+1,0 %) et Vancouver (+0,9 %) ont aussi enregistré des hausses significatives. La forte demande de logements neufs, conjuguée à l'augmentation du prix des matériaux et des coûts de main-d'oeuvre ainsi qu'à la croissance des prix des terrains, a été déclarée comme le principal facteur à l'origine des augmentations.

Il y a eu d'autres augmentations notables à Hamilton, à St. Catharines–Niagara et à London (+0,6 % dans chaque cas), où les conditions favorables du marché et la croissance du prix des matériaux et des coûts de main-d'oeuvre ainsi que la progression de la valeur des terrains ont poussé les prix à la hausse. Des hausses mensuelles ont également été enregistrées à Ottawa–Gatineau, à Toronto et Oshawa, dans le Greater Sudbury / Grand Sudbury et Thunder Bay, à Winnipeg,

à Saskatoon et à Victoria. Les prix des terrains ont crû dans 8 des 14 régions métropolitaines ayant connu une augmentation.

Quatre régions métropolitaines n'ont pas affiché de variation mensuelle, tandis que Windsor (-1,4 %), Kitchener (-0,4 %) et St. John's (-0,1 %) ont enregistré les seules baisses, celles-ci ayant été imputables aux prix concurrentiels.

Sur 12 mois, Calgary (+34,8 %) a affiché la croissance la plus prononcée au chapitre des maisons neuves pour un septième mois consécutif, suivie d'Edmonton (+18,6 %), de Winnipeg (+10,7 %), de Regina et de Victoria (+7,7 % chacune) et de Saskatoon (+6,7 %).

Données stockées dans CANSIM : tableau 327-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2310.

Le numéro du premier trimestre de 2006 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XIF, gratuit) paraîtra en juillet.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 (infounit@statcan.ca), télécopieur : (613) 951-1539, ou avec Randy Sterns au (613) 951-8183 (sterran@statcan.ca), Division des prix. □

**Indice des prix des logements neufs
(1997=100)**

	Avril 2006	Avril 2005 à avril 2006	Mars à avril 2006
		var. en %	
Canada	138,2	8,2	1,2
Maisons seulement	148,1	8,8	1,4
Terrains seulement	119,0	6,7	0,7
St. John's	127,6	3,2	-0,1
Halifax	129,7	6,5	0,0
Charlottetown	115,4	2,3	0,0
Saint John, Fredericton et Moncton	112,5	3,3	0,0
Québec	141,3	6,1	0,0
Montréal	147,0	4,2	1,0
Ottawa–Gatineau	157,3	3,3	0,4
Toronto et Oshawa	136,3	4,1	0,4
Hamilton	140,2	4,9	0,6
St. Catharines–Niagara	142,6	4,7	0,6
Kitchener	135,9	4,6	-0,4
London	132,1	4,9	0,6
Windsor	104,5	-0,5	-1,4
Greater Sudbury / Grand Sudbury et Thunder Bay	101,5	2,7	0,4
Winnipeg	142,2	10,7	0,2
Regina	151,7	7,7	1,2
Saskatoon	134,6	6,7	0,4
Calgary	192,3	34,8	4,7
Edmonton	159,1	18,6	3,9
Vancouver	110,9	6,1	0,9
Victoria	118,2	7,7	0,3

Note: Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines.

**Étude : Le statut socioéconomique et les
cancers infantiles autres que la leucémie
1985 à 2001**

Les enfants des quartiers les plus pauvres du Canada n'ont pas plus ni moins de risques d'être atteints d'un cancer que les enfants des quartiers les mieux nantis, exception faite de la leucémie, selon une nouvelle étude consacrée à la prévalence de différents cancers chez les enfants en fonction du revenu de leur quartier.

Publiée récemment dans l'*American Journal of Epidemiology*, cette étude est fondée sur des données tirées des 10 registres provinciaux du cancer du Canada et analysées par des chercheurs de la British Columbia Cancer Agency, de Statistique Canada et de l'Electric Power Research Institute.

Ce rapport fait suite à un autre de même nature, publié le 5 juillet 2005 dans *Le Quotidien*, qui établissait que le risque de leucémie infantile était plus faible pour les enfants des quartiers les plus pauvres que pour ceux des quartiers les plus riches.

La présente étude n'a pas relevé de différences significatives quant aux risques relatifs qu'ont les enfants du cinquième des quartiers les plus pauvres d'être atteints de cancer, comparativement aux enfants du cinquième des quartiers les plus riches, et ce, pour

la plupart des cancers. On note un risque un peu moins élevé d'apparition de carcinomes et de tumeurs du rein chez les enfants des quartiers les plus pauvres. Toutefois, aucune corrélation n'a pu être établie pour les autres types de cancer, et la tendance d'ensemble semblait avoir tout d'une variation aléatoire.

Cette étude a été menée afin de déterminer s'il y avait une corrélation entre la fréquence des cancers infantiles autres que la leucémie et le statut socioéconomique des sujets, établi en fonction du revenu de leur quartier de résidence.

Tous les cas de cancers infantiles autres que la leucémie – plus précisément, pour les jeunes de 19 ans et moins diagnostiqués entre 1985 et 2001 – ont été recensés dans les 10 registres provinciaux du cancer du Canada. Les codes postaux du lieu de résidence au moment où la maladie a été diagnostiquée ont été utilisés pour apparier les cas avec les secteurs de dénombrement du recensement.

On a utilisé les données du recensement le plus rapproché dans le temps par rapport à l'année du diagnostic pour diviser la population en cinq parties égales sur la base du revenu par quartier.

En 2006, l'étude «Socioeconomic status and childhood solid tumor and lymphoma incidence in Canada» a été publiée dans

l'American Journal of Epidemiology (accès préalable). Un résumé de cet article (en anglais seulement) est accessible gratuitement en ligne (<http://www.ncbi.nlm.nih.gov/entrez>). Le texte complet de l'article (en anglais seulement) est également disponible (<http://aje.oxfordjournals.org>).

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3207.

Pour obtenir plus de renseignements, pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données ou pour obtenir gratuitement un exemplaire de cette étude, communiquez avec Russell Wilkins au (613) 951-5305 (russell.wilkins@statcan.ca), Groupe de l'analyse et de mesure de la santé, ou avec Marilyn Borugian au (604) 675-8058 (mborugian@bccrc.ca), Cancer Control Research, British Columbia Cancer Agency. ■

Ventes de carburant pour véhicules automobiles

2005 (données provisoires)

En 2005, la consommation totale d'essence, pour tout véhicule automobile allant des voitures aux tracteurs, a diminué pour une deuxième fois seulement en une décennie, en raison peut-être de la hausse des prix à la pompe.

Les conducteurs canadiens ont consommé une quantité estimative de 39,8 milliards de litres d'essence, en baisse de 1,4 % par rapport aux 40,3 milliards de litres enregistrés en 2004, selon les données provisoires sur les ventes de carburants.

Cela a représenté la première diminution depuis 1994, à l'exception d'une faible baisse de 0,1 % enregistrée en 2001, lorsque les attentats terroristes du 11 septembre avaient perturbé l'industrie des transports.

Les prix de l'essence ont atteint des sommets partout au Canada en septembre 2005. À Montréal, le

prix moyen était de 118,5 cents le litre pour l'essence régulière sans plomb aux stations libre service en septembre. À Toronto, il était de 107,2 cents et à Edmonton, de 102,2 cents.

La consommation d'essence a diminué dans toutes les provinces, sauf à l'Île-du-Prince-Édouard où elle a augmenté de 4,1 % et en Alberta où elle a crû de 0,6 %.

À l'Île-du-Prince-Édouard, les prix de l'essence sont sous le contrôle du gouvernement provincial, contrairement aux autres provinces, et cela peut avoir eu un impact sur la consommation. Par ailleurs, les conducteurs de l'Alberta ne paient pas de taxe de vente provinciale, et cela peut également avoir touché la consommation d'essence.

L'année dernière, les conducteurs des deux provinces les plus peuplées, l'Ontario et le Québec, ont représenté ensemble 60,0 % de la consommation de carburants au Canada.

Tout comme en 2004, les conducteurs de l'Ontario ont consommé la plus grande quantité de carburants (15,6 milliards de litres ou 39,2 % du total), tandis que ceux du Québec ont acheté 8,4 milliards de litres ou 20,8 % du total. Les conducteurs de l'Alberta ont représenté 12,9 % des ventes totales d'essence.

Entre 1995 et 2005, la consommation d'essence a augmenté de 14,4 % à l'échelle nationale. En Ontario (+21,9 %) et en Alberta (+26,0 %) les hausses ont été bien au delà de la moyenne nationale. En 2005, la consommation de l'Ontario, telle que mentionnée précédemment, a été de 15,6 milliards de litres, soit 10,4 milliards de litres de plus que l'Alberta qui, durant la même année, a consommé 5,1 milliards de litres.

À l'échelle nationale, les ventes brutes d'essence ont atteint un sommet en juillet et en août, s'élevant à 3,6 milliards de litres pour chacun de ces mois, principalement en raison de la période des vacances d'été.

Nota : Les résultats provinciaux peuvent varier d'une année à l'autre en raison de changements dans les lois provinciales sur la taxation.

Il est maintenant possible de consulter les données sur le volume (en litres) d'essence vendue au Canada. Les renseignements portent sur les volumes annuels bruts et nets de 1993 à 2005 inclusivement. Les ventes brutes représentent le volume total des ventes et les ventes nettes représentent le volume des ventes sur lesquelles des taxes ont été payées. Des ventilations selon la province et le territoire et selon le mois sont également disponibles. Les volumes des ventes annuelles de carburant diesel sont aussi disponibles selon la province pour la période allant de 1993 à 2005.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 405-0002 et 405-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2746.

Pour obtenir des données ou pour plus de renseignements, ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1 866 500-8400,

(transportationstatistics@statcan.ca), Division des transports. ■

Production d'oeufs et de volaille

Avril 2006 (données provisoires)

La production d'oeufs était estimée à 48,4 millions de douzaines en avril, en hausse de 2,4 % par rapport à avril 2005.

La production de viande de volaille a atteint 88,7 millions de kilogrammes en avril, en baisse de 6,6 % par rapport à avril 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3424, 3425 et 5039.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553 (debbie.dupuis@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Nouveaux produits

Statistiques laitières, 2006, vol. 1, n° 1
Numéro au catalogue : 23-014-XIF
(gratuit).

Série de documents de recherche sur la criminalité et la justice : «Caractéristiques des quartiers et répartition de la criminalité sur l'île de Montréal», 2001 et 2004, n° 7
Numéro au catalogue : 85-561-MIF2006007
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

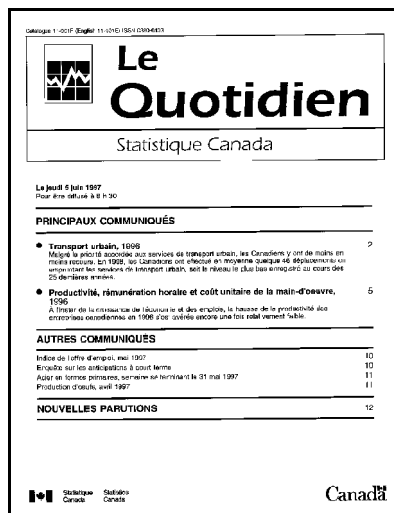
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.